

La situation en Libye et la solidarité avec le peuple libyen

vendredi 8 avril 2011, par [BARTOLI Marie-Do](#), [Collectif / Signatures multiples](#), [LEMAITRE Yvan](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 7 avril 2011).

ARRÊT DES BOMBARDEMENTS EN LIBYE !

Le 31 mars, l'Otan prenait en main les opérations militaires en Libye avec la mission officielle « de protéger les civils et les zones civiles de la menace d'attaques ». Le lendemain, treize insurgés anti-khadafistes étaient tués sous des bombardements. Une sanglante bavure qui illustre l'hypocrisie de l'Otan et de ses commanditaires.

Il est évident que l'intervention militaire ne peut que provoquer des victimes et des dégâts dits collatéraux, mais les grandes puissances s'en moquent. La « protection du peuple libyen » n'est pas leur objectif. Ce n'est qu'un prétexte pour une intervention qui vise à garder la main sur la Libye et son pétrole, et plus largement à faire pression sur les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour contenir le processus révolutionnaire dans les limites que les USA entendent leur imposer : celles d'une « transition démocratique » qui préserve l'ordre libéral et impérialiste, leur domination.

C'est bien pourquoi il n'est pas question pour l'Otan d'armer les insurgés. Les grandes puissances gèrent un rapport de forces contre la révolution en ménageant leur ancien allié, le dictateur devenu embarrassant et préparent la transition en espérant pouvoir s'appuyer sur le Conseil national de transition (CNT). Après la France et le Qatar, l'Italie a décidé de reconnaître celui-ci comme « *le seul interlocuteur légitime* ».

Kadhafi n'a pas réussi à reprendre le contrôle de la situation et des défections apparaissent dans son propre camp après celle du ministre des Affaires étrangères, Moussa Koussa. Deux de ses fils auraient proposé une transition vers une démocratie constitutionnelle qui prévoirait le retrait de leur père. Dans la nuit de lundi à mardi, le porte-parole du gouvernement libyen a affirmé que le régime était prêt à négocier toute forme de réforme politique, comme des élections ou un référendum, tout en rejetant un départ du dictateur : « *Le leader est la soupape de sécurité pour le pays et pour l'unité de la population et des tribus. Nous pensons qu'il est très important pour toute transition vers un modèle démocratique et transparent.* » Kadhafi tente de négocier sa survie en tant que « *soupape de sécurité* », le plus à même de préserver l'ordre. Pour les grandes puissances, il ne peut plus y avoir de négociation avec leur ancien allié. « *Nous ne recherchons pas de stratégie de sortie pour Kadhafi* » a déclaré le porte-parole de David Cameron, le Premier ministre britannique.

Les grandes puissances voudraient faire de la Libye la plaque tournante de leur politique de reprise en main de toute la région contre les peuples, de leur contre-offensive. Dans le rapport de forces qu'ils entendent construire en leur faveur, ils laissent du temps à Kadhafi pour mieux maîtriser les insurgés. Ils s'opposent au droit du peuple libyen à décider de son propre destin.

Non à l'intervention impérialiste !
Halte aux bombardements !
Dehors Kadhafi !

Solidarité avec le peuple libyen et le processus révolutionnaire du monde arabe.

Yvan Lemaitre

* Publié dans : *Hebdo Tout est à nous !* 97 (07/04/11).

LIBYE : UNE RÉVOLUTION À L'OMBRE DES BOMBARDIERS DE L'OTAN ?

L'entrée de l'Otan dans l'intervention militaire en Libye confirme le caractère impérialiste de cette guerre qui, contrairement aux déclarations de bonnes intentions, n'aidera pas le peuple libyen à se libérer de la dictature.

Après nous avoir servi pendant quelques jours la fable d'une « guerre humanitaire » qui n'aurait eu pour intention que de venir en aide à la population libyenne en lui permettant de se débarrasser d'un dictateur, l'entrée dans la danse (macabre) de l'Otan vient quelque peu donner à l'affaire un caractère moins reluisant. Il faut bien appeler un chat un chat et une mission de l'Otan pour ce qu'elle est... une opération militaire impérialiste ! D'ailleurs, les faux-nez tombent les uns après les autres, celui d'Alain Juppé le premier.

En moins d'une semaine, le chef de la diplomatie française, un temps supplanté par l'amuseur public Bernard-Henri Lévy, a changé de position. Le 21 mars, il n'était pas question pour lui que le bras armé de l'alliance atlantique prenne la direction des opérations militaires en Libye car, disait-il, « Les pays arabes ne veulent pas d'une opération sous le drapeau de l'Otan ». Dimanche 27, le responsable du département d'État américain mettait fin à la posture pseudo indépendante du gouvernement français, et annonçait que la mise en application de la résolution 1973 de l'ONU était « placée sous pilotage politique de l'Otan ».

Ce scénario était parfaitement prévisible, car utilisé à maintes reprises dans le passé par les pays impérialistes, que ce soit en Afghanistan, en Irak, ou contre les peuples de l'ex-Yougoslavie. À chaque opération militaire de l'Otan, les mêmes arguments sont avancés par les médias occidentaux : il s'agit toujours bien sûr de « protection des populations civiles » de « promouvoir la stabilité internationale » ou de faire face aux menaces terroristes, islamistes... C'est selon.

Les résultats de cette nouvelle agression de l'Otan sont hélas eux aussi déjà prévisibles. Loin de venir en aide aux révolutions en cours, la confiscation du soulèvement populaire libyen, au profit d'un écrasement militaire venu de l'extérieur, par des forces de l'impérialisme, ne peut conduire qu'à la mise en place d'un régime pour longtemps débiteur de ces mêmes forces. Des négociations sont déjà entamées entre certains pays et le Conseil national de transition (CNT) qui prétend à l'exclusivité dans la représentation du peuple libyen. Celles-ci n'abordent nullement les conditions de la mise en place d'un régime démocratique alternatif à la dictature de Kadhafi, mais à la commercialisation par la Qatar Petroleum du brut extrait dans les zones contrôlées par les rebelles. Nous sommes très loin des aspirations démocratiques exprimées par les révolutionnaires de la place Tahrir ou de la Kasbah de Tunis !

Les militantes et militants du NPA, s'il soutiennent le peuple libyen dans sa lutte contre la dictature de Kadhafi, ne sauraient cautionner d'une quelconque façon l'opération impérialiste en cours. Ils entendent, partout où cela est possible, créer dans l'unité des comités de soutien aux processus révolutionnaires en cours. Le renversement de la dictature doit être l'œuvre des Libyens eux-mêmes,

aidés par les révolutions de Tunisie et d'Égypte. La Libye aujourd'hui n'est pas l'Espagne de 1936, et la référence faite par certains aux Brigades internationales qui sont venues combattre l'armée fasciste du général Franco aux côtés des républicains n'a qu'une valeur sentimentale.

Notre première tâche est de nous attaquer à notre propre impérialisme en dénonçant ses crimes, sa complicité pendant de nombreuses années avec la dictature et les juteuses affaires aux odeurs de pétrole que la bourgeoisie française s'apprête à faire avec les futurs dirigeant libyens, quels qu'ils soient. C'est en liaison avec les révolutionnaires égyptiens et tunisiens qui aujourd'hui apportent une aide matérielle concrète aux réfugiés qu'il faut également envisager le soutien des anticapitalistes européens à la révolution libyenne.

Alain Pojolat

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 96 (31/03/11).*

DÉBAT SUR L'INTERVENTION EN LIBYE

La décision de l'ONU d'intervenir en Libye pour « soutenir les insurgés », provoque des débats au sein du NPA. Cette semaine, nous publions deux tribunes exposant des points de vue différents.

LIBYE : ENTRE ESPOIR ET MALAISE

Les partis politiques traditionnellement anti-impérialistes en France et en Europe, les organisations pacifistes et même les puissants mouvements antiguerre de l'Angleterre ou de l'Allemagne se seraient-ils tous convertis à l'interventionnisme de l'Otan ?

D'où vient cette demande de livraison d'armes aux insurgés libyens par les mêmes organisations qui y étaient opposées au moment où ceux-ci étaient à l'offensive et que Kadhafi n'avait pas encore regroupé ses forces ?

La réponse à l'intervention militaire de l'ONU en Libye est-elle aussi simple, pour ne pas dire simpliste, que de demander l'arrêt de celle-ci ?

Ce ne sera pas celle d'une partie de la gauche en France, en Europe et même dans le monde arabe, sans aucune illusion sur les motivations de Sarkozy et de la coalition, en connaissant très bien les risques que comporte une intervention militaire.

Ce débat traverse tous les partis politiques quelle que soit leur position officielle, du Parti socialiste aux Verts, du Parti de gauche au NPA.

Sans doute parce qu'il n'y a pas de bonne réponse. Certainement parce que nous sommes désespérément, terriblement impuissants à apporter une autre réponse à l'appel des insurgés de Benghazi.

Parce que leur armée et leur dictateur n'ont pas fait le choix d'une répression féroce, les révolutionnaires tunisiens et égyptiens peuvent se contenter de notre solidarité purement intellectuelle. Parce que Kadhafi est prêt à massacrer son peuple, parce qu'il lui a promis « un bain

de sang » et que nous savons très bien qu'il tiendra cette promesse en cas de victoire, nous voulons d'abord et avant tout sa défaite.

Les opposants à la résolution de l'ONU ont beaucoup d'arguments en leur faveur : le contrôle du pétrole libyen est la première raison de cette intervention, le risque de guerre civile est majeur, Sarkozy compte sur une victoire pour gagner en popularité en vue des prochaines élections. Oui ! Tout cela est vrai.

Donc, halte là ! Laissons les Libyens se débrouiller entre eux.

Le risque de guerre civile sera, peut-être, écarté. Mais à quel prix ? Kadhafi avec son armée, ses milices massacreront tous les insurgés, traqueront toute l'opposition, anéantiront tout espoir pendant des années. Les puissances occidentales protesteront, feront peut-être des déclarations fracassantes pendant quelque temps... Et puis la « realpolitik » reprendra le dessus, ils ont tant besoin de leur pétrole. Les groupes pétroliers français, américains ou britanniques ne seront pas les bienvenus en Libye, qu'importe il y aura les autres.

Aucun des États qui se sont abstenus au Conseil de sécurité de l'ONU ne l'a fait par anti-impérialisme. Eux aussi ont voulu préserver leurs intérêts futurs. Ils n'ont pas utilisé de leur droit de veto, mais se refusent à faire le « sale boulot ». Les convictions anti-interventionnistes d'Angela Merkel lui ont proposé un renforcement de l'aviation allemande en Afghanistan et ainsi rendre disponibles pour l'intervention en Libye ceux des américains. Les Tchétchènes et les Tibétains sont certainement sensibles à l'humanisme des dirigeants russes et chinois.

Les protestations des dirigeants de la Ligue arabe contre le bombardement des infrastructures de l'armée libyenne sont sans doute complètement étrangères aux manifestations auxquelles ils font face dans leurs pays.

Si la situation n'était pas tragique, cette mascarade pourrait être drôle.

Demander aujourd'hui l'arrêt de l'application de la résolution 1973 des Nations unies, c'est assumer de regarder en face les insurgés de Benghazi et de tout l'Est libyen en leur disant : « *nous sacrifions vos vies, votre liberté, votre espoir à notre anti-impérialisme* » ; en leur disant : « *il n'était pas en notre pouvoir de répondre à votre appel, mais il est en notre pouvoir de descendre dans la rue pour tenter de faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils arrêtent l'aide mal intentionnée qu'ils vous ont apportée* ».

Certains d'entre nous feront ce choix, pas moi.

Marie-Do Bartoli

LA SOLIDARITÉ AVEC LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES, C'EST L'OPPOSITION À L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE

Les grandes puissances nous parlent de l'urgence de se débarrasser de la dictature de Kadhafi. Mais il était un allié de la France, reçu en grande pompe, il y a encore six mois.

La protection des civils est un prétexte grossier. Les grandes puissances n'ont pas un mot contre la répression sanglante au Bahreïn avec la complicité active de leurs alliés... et le gouvernement français s'est opposé à l'intervention en Irak, alors que Saddam Hussein menait des offensives meurtrières contre les Kurdes. L'indignation est bien sélective... car elle sert des intérêts bien précis.

Les objectifs de l'intervention

Si Kadhafi est renversé avec l'aide des impérialistes, au lieu d'une victoire des travailleurs, on débouchera sur un renforcement des grandes puissances capitalistes. Si Kadhafi n'est pas renversé, l'intervention militaire leur permettra de peser directement sur la situation en Libye.

L'intervention est un signal donné aux révolutionnaires de la région : les grandes puissances entendent dicter leurs conditions aux processus en cours. Elles ont saisi l'occasion d'intervenir contre un régime haï pour entrer dans la danse. Et pour l'impérialisme français, il s'agit de reprendre des positions dans sa zone d'influence traditionnelle. C'est pour cela que les organisations anticapitalistes significatives dans le monde arabe sont opposées à l'intervention.

Les objectifs de l'intervention impérialiste sont clairement contre-révolutionnaires et néocoloniaux, ils sont opposés aux nôtres. C'est dans ce sens que le CPN du NPA a voté : « Beaucoup dépend de ce qui va se passer en Libye, où l'intervention de l'impérialisme aura pour seul objectif de tenter de reprendre la main et faire barrage à l'approfondissement du processus révolutionnaire. »

Pourquoi le mot d'ordre central doit être : « Non à l'intervention »

Que les révolutionnaires libyens mettent au premier plan l'opposition à Kadhafi est tout naturel. Pour nous, c'est très différent : nous sommes solidaires des révolutions, mais c'est sur ce que fait notre propre gouvernement que nous pouvons réellement peser. S'opposer à la logique guerrière, c'est aussi s'opposer aux budgets militaires, à la croisade contre le prétendu terrorisme...

Le « Ni Kadhafi ni intervention » est bien entendu juste abstraitement mais, en pratique, mène à l'immobilisme. Il ne permet pas de regrouper ceux qui veulent se mobiliser. Les discussions sur Kadhafi paralysent les réunions unitaires locales comme nationales, comme c'était le cas autour de l'Irak et surtout de l'Afghanistan.

Certains camarades parlent d'armer l'opposition libyenne. De la même manière, abstraitement, c'est juste... mais le mouvement ouvrier n'est pas en capacité de mettre en place des brigades internationales ou d'armer les travailleurs libyens ! Seules les grandes puissances en ont les moyens : du coup, dans le contexte actuel, « Armement de l'opposition libyenne » + « Non à Kadhafi », cela conduit à donner une légitimité à l'intervention militaire !

Une activité concrète de solidarité avec le processus révolutionnaire

Nous sommes pour l'instant à contre-courant mais nous pouvons gagner des positions. C'était déjà le cas lors des mobilisations contre l'intervention en Afghanistan, mais cela avait préparé celles contre l'intervention en Irak.

Il ne suffit pas d'adopter un positionnement correct pour avoir une efficacité. Nous devons chercher à regrouper toutes les forces (organisations et individus) qui sont opposées à l'intervention. « Non à l'intervention » et « Abolition de la dette » sont les deux mots d'ordre minimum qui permettent de regrouper des forces pour une mobilisation utile de solidarité avec les révolutions arabes.

« L'ennemi principal est dans notre propre pays » disait l'autre... Organiser des réunions publiques, écrire des tracts, des argumentaires, organiser des manifs contre les bombardements, mettre en lumière les agissements des États impérialistes et des multinationales occidentales, en un mot affaiblir notre classe dirigeante, c'est ce qui aide les travailleurs et les jeunes de Tunisie, d'Égypte et de toute la région à se libérer pour de bon.

Armelle Denise, Antoine Larrache, Jean-François Cabral, Gaël Quirante, Alain Pojolat

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 96 (31/03/11).*

